

Des cabinets toujours aussi pléthoriques, malgré Copernic

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Malgré la réforme Copernic, les ministres continuent de s'entourer de cabinets pléthoriques qui court-circuitent le travail de l'administration. Avec 50 à 80 collaborateurs par cabinet, ce sont des centaines de personnes qui font écran entre le ministre et son administration qui se retrouve, de facto, mise hors jeu. Rien qu'à l'échelon fédéral, les «cabinettards» coûtent la bagatelle de 54 millions d'euros par an. Il s'agit d'une spécificité bien belge. Dans d'autres pays, comme les Pays-Bas ou le Danemark, le ministre n'est entouré que de quelques «spin doctors». Pour le reste, il utilise directement les compétences de son administration dans l'élaboration des politiques publiques.

Le constat émane de Marie Göransson, professeur à l'ULB et auteur d'une thèse de doctorat sur le sujet dont le Crisp (Centre de recherche et d'information sociopolitiques) vient de publier une version synthétique (courrier hebdomadaire du Crisp n°2254).

Cellule stratégique

La réforme Copernic remonte à l'an 2000 et le gouvernement Verhofstadt I. L'idée était de remplacer les cabinets (qui depuis leur création en 1912 n'ont jamais cessé d'être critiqués) par des structures administratives censées faciliter la collaboration et la coordination politico-administrative, c'est-à-dire une cellule stratégique et un conseil stratégique. La cellule stratégique, qui réunit experts et fonctionnaires, prépare le travail du ministre. Quant au conseil stratégique, il devait servir de relais entre les responsables politiques et l'administration au sein de chaque SPF, mais ne sera jamais opérationnel.

La mise en œuvre du dispositif est des plus limitée sous le gouvernement Verhofstadt I. Seuls le Premier ministre et le ministre de

la Fonction publique, Luc Van den Bossche, se dotent de nouveaux organes stratégiques. Les autres membres du gouvernement profitent de dispositions transitoires pour n'opérer que des modifications superficielles de leurs entourages respectifs.

Pourquoi ce sabotage en règle? Marie Göransson évoque «*les résistances qui ont émergé dans le chef des acteurs concernés par la réforme*», c'est-à-dire principalement les ministres et leurs membres de cabinet qui craignaient, pour les uns, de se retrouver privés d'un entourage loyal et proche de leur parti, et, pour les autres, de perdre tout simplement leur emploi et leur fonction au sein du système exécutif.

Marie Göransson détaille le modus operandi: «*Dans un premier temps, ces acteurs n'ont pas mis en œuvre la réforme, usant des mesures transitoires qu'ils avaient eux-mêmes négociées. Dans un second temps, profitant notamment d'un changement de tutelle du portefeuille de la Fonction publique, ils ont fait en sorte que la réglementation soit modifiée dans un sens qui la vidait de sa substance.*» Et le tour était joué.

La dénaturation de la réforme des cabinets ministériels s'explique, selon Marie Göransson, par l'attribution du portefeuille de la Fonction publique au PS. «*Parmi les membres du gouvernement, les socialistes francophones s'avèrent en effet être les plus opposés au Plan Copernic, et ce dès le lancement de la réforme.*»

Sabotage par le PS

Deux raisons expliquent au moins cette volonté de torpiller le dispositif: «*Les liens étroits entretenus entre le PS et les syndicats, ainsi que le fait que le Plan Copernic ambitionne de modifier certaines conditions de travail pour l'ensemble des fonctionnaires, expliquent en partie cette opposition. Celle-ci semble également trouver son origine dans la volonté limitée du PS de soutenir une réforme censée bouleverser un système auquel*

ce parti appartient sans interruption depuis plus de dix ans, à l'inverse des partis libéraux et écologistes.»

Aujourd'hui, le PS est dans l'opposition, mais les choses n'ont pas fondamentalement changé. «*Les dysfonctionnements que les cabinets peuvent provoquer au sein des administrations sont toujours présents*», constate Marie Göransson.

Du côté des entités fédérées, la Flandre a mis en œuvre, sous l'appellation «Beter Bestuurlijk Beleid», sa propre réforme Copernic. Une opération au final assez cosmétique puisque dans les faits, les cabinets sont toujours là, avec 45 collaborateurs en moyenne par ministre. À Bruxelles et en Wallonie en revanche, on n'a rien fait du tout.

LE RÉSUMÉ

La réforme des cabinets ministériels fédéraux prévue par le Plan Copernic **ne donne pas les résultats escomptés.**

Les ministres continuent d'être entourés par des cabinets de **50 à 80 personnes en moyenne**. Ce qui coûte cher et place l'administration de facto sur la touche.

Si la réforme Copernic a échoué, c'est parce que **les socialistes francophones ont tout fait** pour qu'elle soit vidée de sa substance.

54 millions €

Les cabinets ministériels au niveau du gouvernement fédéral coûtent 54 millions d'euros par an.